

## GRAND DÉBAT NATIONAL À WIHR-AU-VAL

27 participants, toutes et tous citoyens de Wihr-au-Val, emmenés et encadrés par le maire et coordinateur de la réunion, Monsieur Gabriel Burgard, ses trois adjoints, plus un jeune conseiller municipal. Une majorité de « têtes grises » et 14 intervenants sur l'ensemble d'une soirée longue de 2h et 40 minutes intenses, animées, productives et riches d'enseignements.

Des opinions différentes parfois, des paroles librement formulées, directes, venues du coeur . Des constats, souvent amers, mais jamais résignés. Des critiques acerbes face au comportement des élus notamment, nationaux et régionaux en tête. Des propositions aussi, pas forcément utopiques.

Mais aucun dérapage, dans le respect de la charte comme il se doit en pareille circonstance, inédite pour le village.

Cette étape Wihrienne du « Grand débat national » a permis aux citoyens motivés de s'exprimer librement, d'écouter, d'apprendre, d'échanger, à la salle polyvalente parfaitement dans son rôle de lieu de rencontre démocratique élargie. Et les quatre thèmes proposés, puis les questions diverses axées sur les « retraites entre rêve et réalité » ont remporté l'adhésion quasi générale.

Le résumé qui suit mérite de figurer - parmi d'autres - au bilan de la réflexion globale d'après « crise gilets-jaunes ».

### L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

Le ton est donné d'emblée: « Il faut réduire le train de vie des députés, des sénateurs, des présidents de la République actifs ou à la retraite. De surcroît, ils sont trop souvent absents lors des sessions. A eux de montrer l'exemple. Il faudrait aussi réduire le nombre d'élus, appliquer en partie la proportionnelle.»

Et la suite se déroule sur le même ton. « Des ex-présidents comme Giscard ou Hollande disposent toujours d'un chauffeur, de protection des CRS, d'avantages de toute sorte etc. C'est la gabegie... il n'y a pas assez de transparence sur le travail réel des députés. On ne sait pas ce qu'ils font, comment ils votent à l'Assemblée. La presse n'en parle pas. Et de toute façon, la fiscalité protège les gros, les nantis. »

« Ajoutons la gratuité à vie pour eux et leurs familles sur Air France, la SNCF, ajoute un autre citoyen, qui enchaîne. « J'ai vu sur Internet que les sénateurs s'étaient octroyés une super prime de Noël, en pleine crise. Lamentable et révélateur. »

Autre remarques concernant la « décentralisation, qui serait plus intelligente que cette démocratie actuelle, où tout se passe à Paris. Il conviendrait de développer la réflexion au plus près et ne pas toujours tout attendre de Paris. »

«Tout citoyen a le droit d'avoir plus d'infos sur ce qui se passe à l'Assemblée Nationale et au Sénat, d'espérer davantage d'assiduité lors des débats, poursuit un intervenant averti qui note. Le CESER (conseil économique social et environnemental) du grand Est, qui a fait de très bons rapport dans le temps (alors CESA) ne produit presque plus rien aujourd'hui. Certaines agences créées ne se réunissent presque plus. On rajoute sans cesse de nouvelles commissions; beaucoup de lois et décrets sont votés à la va-vite dans l'émotion d'un faits divers ou autre; le mille-feuille est de plus en plus grand et les rapports alarmants de la Cour des Comptes restent souvent lettre morte. Là encore davantage de transparence dans le travail serait de mise et l'Etat pourrait faire des économies pour redistribuer cet argent ailleurs, dans les communes par exemple, éléments essentiels de la démocratie. »

Puis à propos des nouveaux Conseils départementaux, divisés par deux. « Ce n'est pas en proposant des binômes, donc en multipliant par deux le nombre d'élus qu'on réalise des économies...70% du budget passe par le personnel et il ne reste que 30% pour le reste, les routes départementales en mauvais état souvent - pas en Alsace - par exemple: Revenons à une juste mesure pour répartir la richesse nationale. »

Et ne parlons pas des « excès énormes notés au niveau des députés européens », un autre sujet.

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

« Les inégalités entre le citoyen lambda et les élus sont énormes et anormales. » Sur ce thème aussi une presque unanimité se dessine. Entre « retraites trop élevées des députés, chez qui la cotisation rapporte 5 à 8 fois plus », représentations pas contrôlables, pensions de réversion au taux plus élevé sans condition des ressources et « indemnités non imposables » la grogne s'appuie sur des faits, des chiffres.

« Ma retraite a diminué de 3000 Euros par an pour diverses raisons depuis mon départ début 2000, alors que des grands patrons du CAC 40 et autres s'en mettent plein les poches, 257 fois le SMIC et davantage. » « Le SMIC mérite un coup de pouce, à un moment où nos députés touchent des indemnités lorsqu'ils ne se représentent plus, que trop d'élus sont exonérés d'impôts alors qu'ils devraient au contraire montrer l'exemple et démontrer qu'ils appartiennent à une communauté nationale, que la dette du pays est abyssale, que nos enfants devront bien un jour payer la note. Chaque nouveau-né partira avec un handicap de 35.000 euros!

Souhait quasi unanime dans la salle: « UNE JUSTICE FISCALE », qui peut passer par la réduction, la transformation des tranches d'impôts, la diminution aussi des taxes qui s'additionnent. Trop de gens ont des salaires trop bas et ne peuvent pas en vivre; même l'Etat est obligé d'aider ses propres salariés.

STOP AU GASPILLAGE. « Faisons des économies à tous les niveaux, là où se trouve l'argent. Poursuivons les fraudeurs, chassons les niches fiscales, trouvons les et sanctionnons les vraiment, ce qui permettrait de tendre vers une « optimisation fiscale » Rétablissons l'ISF, adaptons la aux petites entreprises, celles qui investissent, stoppons l'exode fiscal des grands patrons. Ne nous contentons plus de discours du genre « tout le monde est égal » alors que les élus sensés nous protéger s'en excluent. »

Autres mesures proposées, «fiscaliser lourdement les grandes entreprises tel Amazone (« ou alors n'achetez pas chez eux! ») Imposer lourdement les carburants, kérosène et fuel, des avions ou bateaux de croisière qui font le tour du monde et polluent. »

Car, « la France vit au-dessus de ses moyens, note un citoyen et ce n'est uniquement en rétablissant l'ISF et en diminuant l'argent des députés, qu'on y arrivera. » Pas de solution miracle suggérée, mais des pistes. « Rien n'est jamais gratuit; on donne, on donne, et on gaspille... Beaucoup se contentent de demander et ne font rien...il faut travailler. On est tous complémentaires, commençons par réduire le train de vie, tentons de réduire les inégalités. »

Un jeune (le seul dans l'assemblée) intervient. « On veut tous faire plein de choses en dehors du travail, on se montre souvent individualiste, on a envie d'aller loin, alors qu'il est possible de réaliser plein de choses sur place, sans aller au bout de la terre, en se comportant en citoyen. Seul le travail permet d'obtenir quelque chose. Quel bonheur, ces journées citoyennes dans le village, valorisantes, positives. »

Autre constatation, «les intérêts trop faibles des livrets d'épargne, la suppression programmée des taxes d'habitation provoquant un manque à gagner pour les mairies. Que se passera-t-il en 2021 quand la dotation compensatoire arrivera à son terme? Question cruciale, pour le moment sans réponse.

## DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

« La France est enviée par tous les pays, dans le monde entier. Il suffit de voyager et d'écouter. On n'a pas à se plaindre au niveau démocratie. » Ce cri du cœur, partagé par d'autres, permet d'entrer dans le vif du sujet et d'aborder le système électoral. « Je suis favorable à la reconnaissance du vote blanc et je préconise la révision du quorum. On ne devrait pas être élu avec parfois si peu de voix en pourcentage d'électeurs... Prenons nous comme point d'appui et ne nous appuyons pas trop sur les autres, réfléchissons par nous-mêmes. »

La démocratie participative séduit; « elle doit commencer à la commune, à travers des commissions citoyennes composées de volontaires dans le respect, la politesse, la fraternité, sur des sujets spécifiques et concrets, tels l'éclairage par exemple. Elles proposeront et le maire décidera in fine. »

Echanges animés de points de vue.

« Oui, mais les maires ne sont pas forcément d'accord avec ce genre d'actions » rétorque un voisin.

« La démocratie fonctionne quand les gens veulent s'y intéresser, participer. Il faut semer pour espérer récolter. »

« Mais les jeunes sont attirés par ailleurs, la vie collective, communautaire a du mal face à l'individualisme »

Ou encore « le participatif n'est pas efficace lorsqu'on se contente de s'interroger, de discuter alors qu'il faut décider.

Retour sur le passé, à l'époque Dumont. « C'était très différent il y a 40 ans. Il y a eu la crise pétrolière en 1973, puis en 76 les constructions de centrales nucléaires comme Fessenheim, afin d'avoir une indépendance énergétique. C'était alors une décision politique. La démocratie participative a besoin de temps pour se fédérer autour d'un projet commun, transformer une presque utopie en réalité.

Important encore le rôle de l'ÉDUCATION, « qui commence à l'école. Apprenons à nos enfants à se montrer autonomes, donnons-leur une conscience citoyenne dès le plus jeune âge, laissons-les débattre entre eux. Militons pour de vrais débats sociaux; ne nous contentons pas d'élus qui veulent plaire à tout le monde et qui ne proposent rien de constructif.

Abordé au niveau décentralisation, le modèle Suisse de votations par cantons, loin du pouvoir central, intéressant sans être la panacée, la restriction du nombre d'élus, voire d'électeurs et le référendum qui « devrait porter davantage sur un vrai choix politique, pas sur un Homme. »

## LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Introduction en fanfare, révélatrice d'un état d'esprit. « Tout le monde a envie d'un monde plus propre, 100% des personnes sont ok pour changer, mais à condition de ne pas être touché personnellement par d'éventuels changements... On n'a jamais aussi bien vécu en France que maintenant. Mais on va droit dans le mur, si on se contente de critiquer, si on ne ferme pas le robinet et fonctionne autrement. Chacun doit réduire son niveau de vie, moins songer à utiliser des vols pas chers, la voiture, les transports en commun etc. Pour cela un des leviers de l'Etat c'est la fiscalité sur le prix de l'essence par exemple, la taxation des transports long courrier. Mais cela provoquerait une levée de bouclier. »

Les remarques fusent. « Baissons notre train de vie, c'est possible, comme tout a toujours été possible, y compris les pires catastrophes. Prenons conscience rapidement de la situation, avant

qu'il ne soit trop tard, apprenons à vivre autrement. Notre santé est en jeu davantage que celle de notre porte-monnaie.

Changeons notre monde de consommation. Sachons renoncer à ce qui n'est pas indispensable. Soyons plus pédagogues, avec du logement social moins cher, des transports moins coûteux, afin de permettre d'habiter plus près de son lieu de travail, ne pas inciter ou obliger les gens à travailler à Strasbourg ou Mulhouse, alors qu'ils habitent Colmar et vice-versa. La limitation de la vitesse à 80 km/h représente un vrai geste écologique. Comme le fait d'éteindre les lumières, de débrancher les appareils la nuit, de prendre son vélo, autant de gestes significatifs sur des »petites choses « de la vie courante. C'est l'affaire de tous, de chacun, pas seulement des gouvernements. Les politiques sont dans le court terme, alors qu'il faut raisonner, voir plus loin. »

« Rien n'est jamais gratuit, tout a un coût, quelqu'un doit toujours payer la facture. Alors, il vaut mieux agir sur son environnement proche, nettoyer les trottoirs, ne pas se contenter de vivre sur le mode « passer du bon temps, profiter au maximum. »

« La transition écologique est inéluctable. Alors, il convient de trouver des solutions technologiques, interdire l'achat des voitures trop polluantes, boycotter les produits « made in China ». L'argent de la taxe carbone doit aller à l'écologie et non ailleurs.

La loi Ségolène Royal sur la transition écologique devait aboutir - à l'horizon 2025 - à une diminution de l'énergie nucléaire de 75 à 50% du total. On vient de la décaler à 2035... »

Bémol apporté au fond de la salle, « l'Homme n'est pas responsable de tout; il ne peut arrêter le mouvement de la nature, mais il saura toujours s'adapter, y compris dans les situations extrêmes. »

La balle à présent se trouve plus que jamais dans le camp, dans le corps, la tête et le cœur de chaque CITOYEN FRANÇAIS.

## DIVERS

Quelles propositions pour « rendre la retraite plus équitable ».

Ne plus accorder le même pourcentage d'augmentation pour chacun (1,2% ou autre), mais diviser par exemple la somme globale de ce que représentent ces suppléments payés aux retraités par le nombre total de bénéficiaires et proposer ensuite à tout le monde la même somme obtenue par ce calcul, en complément de leur retraite de base.

Ne plus faire de différence du tout pour l'ensemble des retraités du pays. Mais accorder à chacun, quelle que fut sa carrière et son salaire, ouvriers, employés, cadres ou patrons, la même retraite. Une sorte de moyenne de l'ensemble pour chacun pour toute la durée de la retraite.

Autre remarque: Les personnes qui ont le cran de créer leur entreprise méritent de percevoir une retraite plus importante que ceux qui ne tentent rien.

Ou encore, « pourquoi supprimer la notion de père et de mère et parler de « parent 1 et parent 2. »

Un autre débat...

Le secrétaire de séance Jean-Pierre MEYER, journaliste, citoyens de Wihr-au-Val.